

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 5
dimanche 6
juin 1976

No 504
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le ministère de la justice opposé à la mise en liberté d'Albert Teisseyre

Le 3 juin, Francis Assie, juge d'instruction à Narbonne, a rendu l'ordonnance de mise en liberté d'Albert Teisseyre. Celui-ci, qui poursuivait une grève de la faim et dont l'état de santé s'était détérioré de façon inquiétante, avait été arrêté à la suite de la manifestation violente des viticulteurs à Montredon. «On» l'avait prétendument reconnu sur une photo de presse en train de tirer un coup de feu en direction des CRS. Et c'est sur cette base qu'en violation complète de la légalité bourgeoise elle-même, «on» l'avait inculpé et incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille.

A peine avait-il connaissance de l'ordonnance de mise en liberté, le ministère de la Justice interjetait déjà appel devant la chambre d'accusation de la cour de Montpellier, laquelle devrait examiner cette requête dans un délai de 5 à 6 jours, délai que le viticulteur détenu passera à l'hôpital des Baumettes.

Les défenseurs d'Albert Teisseyre ont vivement protesté contre cet appel du ministère. L'un d'eux, Gilbert Collard, après avoir mis directement en cause la responsabilité de la chancellerie et donc de Lecanuet, a notamment déclaré : «Me Roland Dumas et moi-même considérons que le délai qui a pour effet de maintenir M. Teisseyre en prison lui fait courir les dangers les plus graves et nous avons les plus grandes inquiétudes pour sa santé».

La vérité est que la bourgeoisie est prise entre deux feux.

Son gouvernement ne peut se résoudre à rendre la liberté à un viticulteur qu'il a fait arrêter arbitrairement, pour l'exemple, pour dissuader les petits paysans de poursuivre la lutte et de recourir à la violence de masse contre la répression bourgeoise.

(Suite page 3)

Grincements dans l'appareil d'Etat

VERS LA GREVE DE LA MAGISTRATURE

Mis à l'écart pour avoir fourré son nez trop loin dans le dossier sur le racket des pétroliers, dossier compromettant à coup sûr pour nombre de personnalités, et non des moindres, Étienne Ceccaldi en poste à Marseille a été «promu» à Hazebrouck au début du mois de mai. Conscient qu'il s'agit là d'une sanction prise contre lui, pour enfin le faire taire, le substitut de Marseille se refuse obstinément à se plier à cette décision du ministère.

Après avoir multiplié les menaces, Lecanuet vient de saisir officiellement la commission de discipline pour statuer sur les sanctions à prendre contre Étienne Ceccaldi. Celui-ci après s'être rendu jeudi à la convocation du procureur général à Aix-en-Provence a indiqué que la commission de discipline avait été saisie par le Garde des Sceaux à la fois pour son refus de se rendre à Hazebrouck et pour des propos tenus dans la presse. Il a déclaré : «J'ai déposé des conclusions de droit tendant à l'illégalité des poursuites qui m'ont été notifiées». Révélant qu'il avait appris de source sûre qu'il faisait l'objet d'une enquête de la sécurité militaire ainsi que sa famille, le substitut de Marseille a ajouté : «A-

l'intention de me déférer devant la cour de sûreté de l'Etat ? Je demande également qui a ordonné cette enquête et dans quel cadre juridique. Tout cela me paraît très grave et absolument anormal». Enfin, il a révélé qu'il avait fait connaître au Garde des Sceaux, preuves à l'appui, les pressions dont il a fait l'objet. La lettre qu'il a adressé par porteur spécial et sous pli secret à Lecanuet relate «cinq types d'interventions anormales dans l'affaire des pétroliers», douze photocopies de ces interventions, en attestant incontestablement l'authenticité, lui sont jointes. Tenu par le secret, Étienne Ceccaldi s'est refusé à donner plus de précision.

Pendant ce temps à Paris, le Syndicat de la magistrature tenait une conférence de presse en son siège. Rappelant le déroulement de l'affaire, ses représentants ont souligné qu'en aucun cas un magistrat qui refuse son avancement — puisque telle est la façon qu'a Lecanuet de présenter la mutation de Ceccaldi — ne peut être victime de sanctions disciplinaires. Tout au plus un tel refus peut-il se traduire par la radiation du magistrat de la liste d'aptitude.

Jusque là, ont-ils ajouté, il n'y a pas encore véritable-

ment de sanctions. Mais le fait que la commission de discipline soit saisie de «l'affaire Ceccaldi» ne laisse aucune ambiguïté sur le sens dans lequel on s'oriente. C'est la raison pour laquelle, a-t-il été précisé, le Syndicat de la magistrature a décidé de déposer vendredi au plus tard un préavis de grève au ministère de la Justice. Répondant à plusieurs questions sur les modalités de la grève, les membres du bureau du syndicat ont précisé qu'elle ne surviendrait pas avant 5 jours, soit le délai normal du préavis, et qu'il n'était pas envisagé qu'elle dure plus de 24 heures. Questionnés enfin sur la légalité d'une telle action, les membres du bureau du syndicat ont expliqué qu'aucune loi ne régit le droit de grève dans la magistrature.

La parade Marchais-Berlinguer

UNE GROSSIERE MYSTIFICATION

Comme l'on pouvait s'y attendre le rendez-vous des traîtres révisionnistes Marchais-Berlinguer, au meeting de Paris n'a rien apporté de nouveau sous le soleil. Plus, le meeting «géant», promis à grand renfort de tambours et trompettes, ne répondit pas aux prévisions. En effet, ils parlaient de la venue de 100 000 personnes et c'est ce que Paul Laurent et autres dirigeants révisionnistes prétendent qu'il y avait et que la télévision bourgeoise a repris à son compte.

Pour tout observateur il est évident que l'ancien marché de la Villette était loin d'être rempli

Pour ce qui est des interventions, Berlinguer comme Marchais ont fait l'apologie de la «détente», si chère au social-impérialisme russe, tout en essayant de se présenter comme indépendants vis-à-vis de Moscou.

(Suite page 3)

GREVE GENERALE DANS LE TRUST PERRIER (Article p. 4)

LA RESISTANCE PALESTINIENNE ET LA GUERRE CIVILE AU LIBAN



La Résistance palestinienne a le soutien de l'ensemble du peuple libanais.

(article page 2)

UN DOSSIER EXPLOSIF

Chargé en 1971 du dossier sur «l'affaire des pétroliers», le substitut Ceccaldi était conduit deux ans plus tard, en février 1973, à révéler publiquement devant le tribunal de Commerce de Marseille le scandale et parlait de «racket des pétroliers» et de «mafia du pétrole». Étienne Ceccaldi rédigeait alors un projet de réquisitoire en vue de l'inculpation de 42 personnes, au nombre desquelles les PDG des 8 grandes compagnies pétrolières — Total, Elf, Antar, Shell, BP, Esso,

Fina, Mobil — qui s'étaient livrées à des ententes illicites. Après leurs inculpations, les PDG demandaient une audience au président de la République qui la leur accordait. Le 22 février 1974 au soir, le Garde des Sceaux adressait un ordre de mission au procureur général d'Aix, au procureur de la République et à Ceccaldi d'avoir à se présenter dès le lendemain matin pour s'expliquer sur l'inculpation des PDG, dont il leur était fait grief.

(Suite page 3)

L'enjeu libanais (2)

La Résistance palestinienne et la guerre civile

Les racistes et les sionistes qui abondent dans la grande presse écrite et parlée de notre pays ont vite trouvé le bouc émissaire de la situation au Liban. Pour eux tout est simple : «C'est la faute aux Palestiniens». Et ils se servent abondamment de la tragédie libanaise pour appuyer leur propagande antipalestinienne. Ceux-là nous intéressent peu, sauf dans la mesure où ils peuvent malgré tout influencer des gens honnêtes.

Voyons donc d'un peu plus près les rapports de la Résistance palestinienne et de la crise libanaise. La volonté du peuple palestinien exprimée par son seul porte-

parole légitime, l'OLP, est claire et simple. Il veut rentrer chez lui, en Palestine. Le Liban, qui est présentement pour lui une terre d'accueil, n'est pas son pays. Pourtant la Résistance palestinienne se trouve impliquée dans le conflit libanais. Pourquoi et comment ?

Chassé de son pays, le peuple palestinien a été contraint à l'exil dans les pays arabes voisins. C'est ainsi que 900 000 d'entre eux environ trouvaient refuge en Jordanie. Mais les sympathies pro-américaines du roi Hussein sont gênées par leur présence et la volonté affirmée du peuple palestinien de se battre jusqu'à la victoire. En 1970, c'est le massacre de «Septembre noir» ; 30 000 Palestiniens réfugiés en Jordanie y trouveront la mort, des milliers d'autres seront blessés. Contre les troupes de Hussein, la Résistance palestinienne lutte pour sa survie. Le Liban dont le peuple, au-delà des clivages religieux, se retrouve massivement aux côtés

du peuple palestinien, accueille généreusement les réfugiés, de même que la Syrie dont deux divisions de blindés et d'artillerie lourde étaient intervenues directement en Jordanie pour faire cesser le massacre perpétré par Hussein.

LES ACCORDS DU CAIRE

Au Liban aussi, durant l'été 69, de durs affrontements avaient opposé l'armée libanaise, commandée par un état-major principalement sympathisant des phalangistes pro-américains, aux Palestiniens. Mais cette tentative avait tourné court

devant l'opposition véhémente d'une grande partie de la population libanaise, réclamant la liberté d'action pour les fedayin. A Tripoli, par exemple, plus de 5 000 manifestants proclamant leur soutien à la Résistance palestinienne occupaient la vieille ville après des heurts très violents avec la police.

Le 3 novembre, un accord était conclu au Caire entre l'OLP et le commandant en chef de l'armée libanaise. Il reconnaît le droit à la Résistance palestinienne de s'organiser et de circuler en toute indépendance sur le sol libanais.

Une telle conclusion ne pouvait agréer à Israël et aux deux superpuissances qui soutiennent ouvertement ou en sous-main. Aussi, à partir de l'année suivante les opérations lancées par les forces sionistes contre le Sud-Liban — mitraillages et bombardements aériens, raids de représailles contre des villages — se multiplient. Des commandos sionistes assassinent même des lea-

ders de la Résistance palestinienne en plein cœur de Beyrouth.

Forte du soutien du peuple libanais, musulman et chrétien, la Résistance palestinienne respecte scrupuleusement les engagements pris lors des Accords du Caire.

L'OBJECTIF DE LA RÉSISTANCE, C'EST LA PALESTINE

Dès le début de la guerre civile au Liban, ses représentants les plus autorisés, comme Yasser Arafat, précisent la position de la Résistance : celle-ci considère le conflit qui commence comme une affaire strictement interne

ban cherchent constamment à faire croire à l'identité de leurs objectifs et de ceux de la Résistance palestinienne. Elles appliquent là une tactique analogue à celle employée par le PCP de Cunhal au Portugal, cherchant à tout prix à créer l'identification entre leusthèses et celles du MFA, fiction que les événements de l'été 1975 devaient faire voler en éclat.

Sur le fond l'attitude de principe de l'OLP n'a pas varié. Les forces armées palestiniennes sont constamment intervenues dans le sens de la modération, de la solution des contradictions par des négociations politiques, de la non-ingérence dans les affaires internes du Liban.

INDÉPENDANCE ET UNITÉ

Dans cette situation, un double souci anima la Résistance palestinienne : la présentation de son indépendance et de son unité.

Plus personne aujourd'hui, pas plus l'impérialisme américain que le social-impérialisme russe, ne peut nier l'existence du fait palestinien, la volonté du peuple palestinien de se battre jusqu'à la victoire. Beaucoup d'intérêts se conjuguent par contre pour essayer de museler la Résistance, de la rendre plus souple et plus docile, de s'en servir comme un pion dans l'échiquier des forces politiques en présence. Indépendamment des deux superpuissances, ennemies acharnées de la Résistance palestinienne, un certain nombre de pays arabes, comme la Syrie par exemple, souhaiteraient exercer un certain contrôle sur la Résistance palestinienne, l'utiliser au service de leurs propres intérêts nationaux. La Résistance s'y est toujours refusée et entend préserver à tout prix son indépendance et son autonomie, indispensables à la réalisation de ses objectifs. Elle sait aussi, par ailleurs, que son unité est une condition de sa victoire. Cette unité dont l'OLP est le symbole est aussi constamment menacée par des pressions aussi bien extérieures qu'intérieures. Pressions qui émanent en premier lieu de la superpuissance soviétique. Mais le peuple palestinien est conscient de cette menace, et au plus fort de l'offensive, resserre son unité. La réconciliation publique intervenue entre Yasser Arafat et le chef du FPLP, Georges Habbache, en témoigne.

Autour d'elle, la Résistance travaille aussi à resserrer l'unité des pays arabes. C'est ce qui explique que tout en dénonçant publiquement certaines actions de la Syrie, ou précédemment de l'Égypte, contraires à la cause palestinienne, l'OLP ait toujours fait avec mesure et sans jamais couper les ponts avec Damas ou Le Caire. C'est en effet l'intérêt évident de la Résistance palestinienne que toutes les armes arabes soient tournées vers Israël et les superpuissances qui le soutiennent.

De même, sur le plan strictement libanais, et contrairement à l'illusion que cherchent à créer le parti révisionniste libanais et les autres forces pro-soviétiques du «Bloc des gauches», la Résistance palestinienne n'a pas choisi son camp, entretenant de bons rapports avec le «Bloc national» de la droite modérée de Raymond Eddé ; même si elle se défend fermement contre l'agression permanente des Kataeb.

L'affaire d'espionnage en RFA

QUINZE PERSONNES IMPLIQUEES

Siegfried Buback, procureur général fédéral, a révélé jeudi à Karlsruhe que quinze personnes soupçonnées d'espionnage au profit de la RDA avaient été arrêtées mercredi. Douze d'entre elles, a ajouté M. Buback dans une conférence de presse, se trouvent déjà sous mandat d'arrêt.

M. Buback a en outre déclaré que cette nouvelle affaire d'espionnage était «l'une des plus importantes» jamais découverte en RFA. «Ces arrestations, a-t-il ajouté, portent un coup sévère aux espions est-allemands en République fédérale allemande. Les services de sécurité ouest-allemands ont récolté les fruits d'un effort de plusieurs années». Il a d'autre part confirmé que trois employés civils du ministère de la Défense à Bonn

se trouvaient parmi les personnes arrêtées. Les autres ont été appréhendées dans sept villes différentes de RFA. Les trois espions du ministère de la Défense, qui auraient travaillé depuis 1966 pour la RDA, c'est-à-dire pour le Pacte de Varsovie contrôlé par Moscou, sont bien, comme l'annonce mercredi Jürgen Wiegel, fonctionnaire de l'état-major de la marine et le couple Renate et Lothar Lutze.

Cette nouvelle affaire a fait l'effet d'une bombe en RFA, à peine quinze jours après l'arrestation d'une autre secrétaire, employée, elle, au ministère des Affaires étrangères, Melle Helge Berger. L'ensemble de la presse ouest-allemande en faisait état jeudi matin en grandes manchettes.

Alger

FIN DE LA REUNION DES NON-ALIGNES

Le bureau des pays non-alignés a adressé jeudi «un appel pressant à toutes les parties libanaises en conflit pour qu'elles cessent leur lutte fratricide, rétablissent la paix et sauvegardent l'indépendance du Liban non-aligné».

L'appel est contenu dans le communiqué final adopté à l'issue de la réunion du bureau qui avait entamé ses travaux dimanche. Composé de 17 pays, le bureau était

chargé de préparer le sommet des chefs d'État des pays non-alignés qui se tiendra en août à Colombo.

Le bureau a d'autre part dénoncé dans son communiqué «la récente décision du gouvernement français de fournir des réacteurs nucléaires au régime sud-africain». Il a demandé au gouvernement français «de reconsidérer cette décision dont l'application aurait des répercussions les plus graves sur la lutte contre l'odieux système de l'apartheid, ainsi que sur la paix et la sécurité de la région».

Le bureau a affirmé son soutien au peuple palestinien et aux peuples africains de Zimbabwé et de Namibie.

Le bureau des pays non-alignés a en outre lancé «un appel à la France pour qu'elle accorde l'indépendance immédiate au peuple de la Somalie dite française (Djibouti)». Il a également dénoncé l'intervention du gouvernement français dans les affaires intérieures des Comores et l'a appelé à revenir sur les mesures «prises pour briser l'unité des Comores en détachant l'île de Mayotte de l'ensemble comorien».

Enfin, analysant les résultats de la conférence de Nairobi (CNUCED 4), le bureau a «regretté l'attitude négative de certains pays développés concernant la création d'un fond commun, du programme intégré des produits de base et les mesures visant à réduire la dette des pays en voie de développement».



parole légitime, l'OLP, est claire et simple. Il veut rentrer chez lui, en Palestine. Le Liban, qui est présentement pour lui une terre d'accueil, n'est pas son pays. Pourtant la Résistance palestinienne se trouve impliquée dans le conflit libanais. Pourquoi et comment ?

Chassé de son pays, le peuple palestinien a été contraint à l'exil dans les pays arabes voisins. C'est ainsi que 900 000 d'entre eux environ trouvaient refuge en Jordanie. Mais les sympathies pro-américaines du roi Hussein sont gênées par leur présence et la volonté affirmée du peuple palestinien de se battre jusqu'à la victoire. En 1970, c'est le massacre de «Septembre noir» ; 30 000 Palestiniens réfugiés en Jordanie y trouveront la mort, des milliers d'autres seront blessés. Contre les troupes de Hussein, la Résistance palestinienne lutte pour sa survie. Le Liban dont le peuple, au-delà des clivages religieux, se retrouve massivement aux côtés

du peuple palestinien, accueille généreusement les réfugiés, de même que la Syrie dont deux divisions de blindés et d'artillerie lourde étaient intervenues directement en Jordanie pour faire cesser le massacre perpétré par Hussein.

Forte du soutien du peuple libanais, musulman et chrétien, la Résistance palestinienne respecte scrupuleusement les engagements pris lors des Accords du Caire.

Dès le début de la guerre civile au Liban, ses représentants les plus autorisés, comme Yasser Arafat, précisent la position de la Résistance : celle-ci considère le conflit qui commence comme une affaire strictement interne

Dans cette situation, un double souci anima la Résistance palestinienne : la présentation de son indépendance et de son unité.

Plus personne aujourd'hui, pas plus l'impérialisme américain que le social-impérialisme russe, ne peut nier l'existence du fait palestinien, la volonté du peuple palestinien de se battre jusqu'à la victoire. Beaucoup d'intérêts se conjuguent par contre pour essayer de museler la Résistance, de la rendre plus souple et plus docile, de s'en servir comme un pion dans l'échiquier des forces politiques en présence. Indépendamment des deux superpuissances, ennemies acharnées de la Résistance palestinienne, un certain nombre de pays arabes, comme la Syrie par exemple, souhaiteraient exercer un certain contrôle sur la Résistance palestinienne, l'utiliser au service de leurs propres intérêts nationaux. La Résistance s'y est toujours refusée et entend préserver à tout prix son indépendance et son autonomie, indispensables à la réalisation de ses objectifs. Elle sait aussi, par ailleurs, que son unité est une condition de sa victoire. Cette unité dont l'OLP est le symbole est aussi constamment menacée par des pressions aussi bien extérieures qu'intérieures. Pressions qui émanent en premier lieu de la superpuissance soviétique. Mais le peuple palestinien est conscient de cette menace, et au plus fort de l'offensive, resserre son unité. La réconciliation publique intervenue entre Yasser Arafat et le chef du FPLP, Georges Habbache, en témoigne.

nouvelles intérieures

Jacques Le Meur,
militant syndical, condamnéQUIMPER, UN VERDICT
SCANDALEUX

De notre correspondant.

Le patron du Crédit agricole de Quimper est arrivé à ses fins. Jacques Le Meur, militant syndical CFDT, a été reconnu coupable par la justice bourgeoise de dégâts causés sur la voiture du directeur et il peut donc être licencié !

Les faits remontent à la grève d'un mois et demi qu'ont menée les travailleurs du Crédit. Le 15 avril 1975, en même temps que le blocage de l'autoroute du Faou une manifestation se déroulait devant les bâtiments du Crédit.

C'est alors que les membres de la direction mettent au point une provocation. Ils sont vus discutant ensemble quelques temps avant les faits qui vont suivre. Des cadres se postent aux fenêtres. Le patron, au volant de sa voiture, fonce à allure suffisamment vive sur la queue de la manifestation pour provoquer la riposte des travailleurs.

Les cadres prétendent avoir reconnu Le Meur parmi une foule de 50 personnes frappant sur la voiture. Le 22 avril, le jour de la reprise, Le Meur, du fait de son activité syndicale passée est candidat délégué du personnel.

Il est mis à pied par la direction.

Le 9 mai, il est licencié.

Le 30 mai, le juge des référés de Quimper décide que sa candidature aux élections de délégués est valable, qu'il est donc protégé et doit être réintégré (le jugement sera confirmé en appel à Rennes). La direction refusera toujours de le réintégrer et ensuite, par diverses procédures juridiques, elle réussira à faire annuler la candidature de Le Meur et donc sa protection. Une plainte contre X est déposée en rapport aux incidents du 15 avril. En décembre, Le Meur est inculpé. Le 3 mai, il est condamné.

Une condamnation «autant plus scandaleuse quand on sait qu'il y a 3 témoins pour Jacques (qui disent ne pas l'avoir vu taper sur la voiture) et 3 contre lui (3 cadres). A égalité numérique, la justice a tranché du côté de la thèse patronale. Jacques Le Meur a fait appel. Il sera à nouveau jugé à Rennes. Il ne faut pas qu'il soit seul face à la «justice». Faites connaître les faits, préparez-vous à manifester votre soutien.

Affaire Ceccaldi

UN DOSSIER EXPLOSIF !

Suite de la page une.

En mai 1974, alors que la préparation des élections présidentielles battait son plein, le dossier se grossissait d'un document demandant que l'inculpation soit levée sur les PDG et que l'information se poursuive contre X. Puis l'affaire était enterrée, campagne présidentielle oblige. Après divers retards de transmission du dossier en 1975 et diverses tentatives pour que disparaissent certains chefs d'inculpation particulièrement gênants, les pétroliers déposaient début 1976 des mémoires visant à obtenir l'arrêt des poursuites, en faisant notamment déclarer le juge d'instruction incompétent. Le substitut Ceccaldi refusait de faire droit à ces conclusions allait bientôt se voir dessaisi de l'affaire.

Courant mai 1974, alors qu'il était en poste depuis 31 mois à Marseille, Etienne Ceccaldi avait été proposé par ses supérieurs hiérarchiques à la commission d'avancement. Le procureur général Kaled lui avait laissé entendre qu'il pourrait pourvoir un poste qui allait être libre quelques mois plus tard, celui de chef de la section financière du parquet de Marseille. Cela allait lui être refusé lors de la réunion de novembre de la Commission d'avancement, le cabinet du Garde des Sceaux faisait grief à Ceccaldi de certaines affaires de Lyon qu'il avait eu à connaître auparavant en tant que juge d'instruction à Bourg-en-Bresse — il s'agissait notamment de l'affaire de proxénétisme dans laquelle des

policiers lyonnais étaient embourbés jusqu'au cou.

Un an plus tard cependant, malgré l'opposition du cabinet du Garde des Sceaux et de l'Inspection des services, les démarches entreprises par le substitut de Marseille portaient leurs fruits. Le moment venu, le ministère allait savoir utiliser à bon escient l'inscription de Ceccaldi sur la liste d'aptitude publiée au «Journal officiel» du 1er janvier dernier.

En septembre 1975, un nouveau procureur général avait été mis en place à Marseille. Celui-ci ne faisait pas mystère dès son arrivée de la mission qui lui avait été confiée : remettre de l'ordre dans la région en éliminant tout magistrat qui se montrait trop soucieux de son indépendance et en tout cas les magistrats syndiqués. Sur la liste noire, Ceccaldi, qui avait été élu conseiller national du Syndicat de la magistrature lors de son congrès de 1974, figurait déjà en bonne place. Mais le refus, qu'il devait opposer au début de cette année aux pétroliers qui tentaient d'orienter l'instruction de leur affaire vers un non-lieu, allait faire déborder le vase.

«On» allait alors se souvenir de la demande d'avancement du substitut de Marseille. Au Journal officiel du 25 février était publiée une liste d'aptitude où figurait entre autres le poste de procureur de la République à Hazebrouck. Deux magistrats étaient candidats à ce poste, l'un en fonction à la cour de Paris, l'autre à celle de Douai. Mais c'est Ceccaldi que l'«on» retint. Sa nomination à Hazebrouck fut annoncée dans le Journal officiel du dimanche 9 mai. Il l'apprit incidemment le lundi matin par son concierge. La tentative du ministre de la Justice de faire passer cette sanction pour une promotion ne tenait pas devant les faits puisque, premièrement il y avait deux autres candidats pour Hazebrouck, et puisque deuxièmement le poste de premier substitut à la section financière de Marseille vacant depuis 4 mois et pour lequel il n'y avait aucun candidat était tenu en interim par Ceccaldi. Lecanuet, pour être plus crédible, cherchait à justifier cette mutation en invoquant «l'intérêt du service» — Ceccaldi est spécialisé dans les affaires financières et il n'y a pas de section économique et financière à Hazebrouck ! — et en déclarant que le substitut de Marseille en avait fait la demande lui-même... Mais le Garde des Sceaux n'allait pas tarder à annoncer la couleur : le mardi 11 mai, il menaçait Ceccaldi de sanctions disciplinaires si celui-ci ne rejoignait pas son nouveau poste.

Conscient d'être mis à l'écart pour s'être montré trop curieux, le substitut de Marseille refusait clair et net de se soumettre. Ses raisons ?

Elles étaient de trois ordres : des raisons familiales — sa femme est en poste dans l'enseignement à Marseille —, son refus d'être mis à l'écart par le biais d'une fausse promotion, le fait qu'il soit menacé de sanctions disciplinaires avant même d'avoir déclaré quoi que ce soit — Lecanuet a annoncé ces sanctions le 11 mai, Ceccaldi n'a fait connaître sa décision que le 12.

Le 16, les membres du Syndicat de la magistrature se réunissaient à Paris en congrès extraordinaire pour traiter de cette affaire et examiner les moyens qu'ils avaient de riposter. Toute la journée ils se livraient à un vigoureux réquisitoire contre la répression à laquelle se livrent la bourgeoisie et son gouvernement. Un jeune magistrat accusait : «Le pouvoir veut être certain que la justice réponde présent lorsqu'il s'agit de matraquer la population», «visible ou invisible la chasse aux sorcières est commencée» déclarait Hubert Dalle, secrétaire général du syndicat. C'est à l'issue de ce congrès que devait être adopté à l'unanimité le principe d'une grève pour le cas où des mesures disciplinaires seraient engagées contre Ceccaldi.

En ce sens, la décision annoncée lors de leur conférence de presse du jeudi soir par les membres du Syndicat de la magistrature de déposer un préavis de grève n'est que la stricte application du mandat attribué au bureau du syndicat par le congrès extraordinaire du 16 mai. Cette décision cependant révèle avec force les contradictions qui minent la bourgeoisie jusqu'au sein de son appareil d'Etat. Elle met en lumière la crise, non seulement économique, financière, ou sociale, mais aussi politique, idéologique et institutionnelle qui mine le système capitaliste, le régime bourgeois d'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette crise n'est pas nouvelle à proprement parler. En témoignent la création même du Syndicat de la magistrature le 8 juin 1968, et son essor rapide : 400 adhérents trois semaines plus tard, 600 le 10 octobre, 900 à la fin de 1968 sur 4 400 postes pourvus. Elle n'est pas nouvelle non plus dans la mesure même où il y a déjà eu des grèves dans la magistrature, par exemple en février 1971 après les propos tenus par Tomasin contre la magistrature. Mais cette crise s'approfondit, elle est plus que jamais portée sur la place publique contribuant ainsi à la prise de conscience de l'état de délabrement dans lequel se trouve ce système honni, cette dictature exécutée de la bourgeoisie sur les masses laborieuses. La crise actuelle qui ébranle la justice, l'un des piliers de l'appareil d'Etat par lequel s'exerce cette dictature est à coup sûr le signe d'une situation toujours meilleure pour le prolétariat et les masses populaires.

La parade
Marchais-
BerlinguerUne grossière
mystification

(Suite de la page 1)

Autre mystification, celle de la démocratie : «liberté de presse, de réunions, d'associations, libertés religieuses... pour la pluralité des partis politiques, pour le droit à l'existence et à l'activité des partis d'opposition, pour la libre formation et la possibilité de l'alternance démocratique des majorités et des minorités...». Il faut entendre par là tout ce qui touche les partis bourgeois (pour gagner des bulletins de vote toutes les promesses sont bonnes) car ce qu'«oublie» de dire Berlinguer comme Marchais, c'est que ce sont précisément les dirigeants du faux Parti communiste français qui ont demandé en juin 68 l'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France, et qu'aujourd'hui ils ne sont pas étrangers à l'emprisonnement de notre camarade Romain Le Gal. Les révisionnistes sont comme les fascistes les pires ennemis des libertés pour la classe ouvrière, il n'est qu'à voir la dictature qu'ils exercent contre les travailleurs dans les municipalités qu'ils contrôlent, dans les syndicats, etc.

Au passage notons que si Marchais a dit qu'il y avait un prince et un comte au gouvernement français, il a «oublié» de dire que son «camarade» Berlinguer était marquis et possédait de riches propriétés !

LE MINISTRE
DE LA JUSTICE
OPPOSE A LA
MISE EN LIBERTÉ
D'ALBERT TEISSEYRE

(Suite de la page 1)

Ce serait un précédent. Et cela mettrait d'un coup en pièces toute sa politique d'intimidation et de répression. Mais d'un autre côté la bourgeoisie craint comme la peste le mouvement de lutte des masses. Elle sait pertinemment que la détention prolongée de l'un des leurs suscite une profonde colère chez les petits viticulteurs. Et ces derniers mois lui ont montré qu'il ne fait pas bon s'y frotter quand les masses en colère s'engagent dans la lutte.

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !

Redon

Solidarité avec
25 ouvriers inculpés

De notre correspondant.

Plus d'un millier de travailleurs de Redon, Rennes, Fougères, St-Malo, Vannes, ont manifesté mercredi à Rennes leur solidarité avec 25 ouvriers des usines Garnier de Redon, inculpés au titre de la loi «anticasseurs», qui comparaissent devant le tribunal de grande instance.

Voici un an, les travailleurs de Redon manifestaient pour défendre leur droit au travail. Maury, le patron, après avoir profité des aides de l'Etat, mettait en faillite l'usine Garnier (machines agricoles), entraînant le licenciement de 250 travailleurs. Suite à ces manifestations, 25 ouvriers ont été inculpés.

Déjà, en mars dernier, 400 travailleurs de Garnier avaient accompagné à Rennes, distante de 60 km, leurs camarades appelés à comparaître devant le juge d'instruction. Mardi 2 juin, les 25 ont été convoqués devant le tribunal de Rennes. Le comité de soutien, immédiatement reformé à Redon, Rennes, Vannes, a appelé à la mobilisation.

L'UIB-CFDT de Redon a appelé à la grève générale, l'UL-CGT aussi en paroles au début. Mais elle n'a rien fait pour mobiliser et a finalement refusé d'appeler à la grève générale.

Quant au PCF, qui avait déjà dénoncé des travailleurs aux flics, sa seule action a consisté à faire paraître un communiqué dans «Ouest-France» pour «mettre en garde contre les pratiques gauchistes qui essaient de dévoyer une partie des énergies ouvrières dans une impasse d'agissements destructeurs anarchisants et sans efficacité».

Au cours du meeting, devant le palais de justice prirent la parole : l'UIB-CFDT de Redon, le comité de soutien, les travailleurs de Rehault et Sicna, le comité de soutien à la Sonacotra, un représentant du comité de chômeurs de Rennes, un paysan-travailleur du pays de Redon, un inculpé de Lorient.

La manifestation circula autour du palais de justice en scandant «Imposons l'acquiescement».

La bourgeoisie, elle, veut frapper fort pour imposer aux travailleurs de se taire (Garnier est une nouvelle fois menacé de fermeture d'ici 8 mois) ; elle menace de fortes amendes et de prison ferme, mais craignant la détermination des travailleurs présents elle a repoussé le verdict au 23 juin.

La lutte continue face à la répression, face à la justice de classe. S'il le faut, nous retournerons à Rennes.



**CÉMOI GRENOBLE :
NON A LA FERMETURE**

L'emploi est à nouveau menacé chez Cémoi Grenoble où une demande de licenciement collectif concernant tout le personnel a été faite auprès de l'inspection du travail. Si la fermeture de Cémoi se réalisait, ce serait plus de 100 personnes (et plus de 200 saisonniers), en majorité des femmes, qui seraient jetées à la rue.

Une fois de plus l'affaire Cémoi montre que les salariés sont considérés comme monnaie négligeable et supportent toutes les conséquences d'une politique industrielle, dans l'alimentation et ailleurs, qui donne la part belle aux sociétés multinationales.

Depuis 1970, à Cémoi, les péripéties illustrant la bataille des intérêts capitalistes n'ont pas manqué : en 1970 après le dépôt de bilan de Cartier-Millon, bataille entre Pupier et le trust américain Di Giorgio qui, finalement, l'emporte ; en 1973, abandon par Di Giorgio de Cémoi qui est repris en gérance par la société Maulin de la Tour du Pin avec une aide appréciable du gouvernement (5 millions) ; en 1975 la société Maulin est reprise à son tour par la société Reylier, elle-même contrôlée par le groupe britannique Lyons.

Où sont passés, dans cette aventure, les crédits accordés par l'État à Cémoi ?

**AU TISSAGE DE LINSELLES
(LILLE)**

**PLUS DE 3 SEMAINES
DE GREVE
AVEC OCCUPATION**

En grève depuis le 5 mai l'équipe de nuit, composée en majorité d'immigrés, a, le 10 mai, avec l'ensemble des travailleurs (320), décidé en assemblée générale la grève illimitée avec occupation et déposé un cahier de revendications portant sur l'amélioration des conditions de travail et les salaires : par la revalorisation des salaires, les primes de congés, le 13e mois et le paiement des jours de grève.

Le 28 mai une partie des grévistes et des travailleurs d'autres usines dépendant du groupe Agache-Willot (comme le textile de Linselles) occupent le siège régional de Lille afin de faire pression sur la direction qui n'a cédé que sur quelques points. De nouvelles propositions de la direction devaient être examinées lundi 31 mai en AG.

Pour l'instant la grève avec occupation a été reconduite par l'AG des travailleurs français et immigrés unis dans la lutte.

Correspondant HR.

**GREVE GENERALE
DANS LE TRUST PERRIER**

Une grosse usine pour la région, plus de 1 000 ouvriers, en majorité des hommes, et environ 350 employés de bureau. Le siège administratif est ici. Le travail : mise en bouteille et manutention. La quasi totalité des ouvriers sont OS et travaillent à la chaîne avec des horaires d'équipe (2X8).

Le salaire minimum pour 40 heures est de 1 840 F, primes comprises. Parmi les divers problèmes (voir communiqué ci-joint) la politique du trust est de multiplier les contrats saisonniers. Ce qui lui permet d'avoir une main d'œuvre très disponible. Pour les travailleurs, c'est l'insécurité de l'emploi la plus complète. 25 % des effectifs sont sous de tels contrats ! La titularisation est donc l'une des principales revendications.

La source a un riche passé de lutte notamment sous l'impulsion de sections syndicales combattives. Dans la région, rares sont les travailleurs qui ne connaissent pas la lutte de 1970 contre la répression antisynicale. Rares aussi sont ceux qui, en lutte, n'ont pas reçu le soutien moral et financier des travailleurs de Perrier — récemment «Eminence» et «Lou Cantou».

Communiqué des travailleurs

Depuis le 1er juin 1976, les travailleurs du groupe Perrier à l'appel des syndicats CGT et CFDT, ont entamé une série d'actions pour faire aboutir les revendications. Ces dernières portent notamment sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

Depuis 1970, où une grève très dure à l'issue de laquelle la direction Perrier avait tenté de démolir les organisations syndicales en essayant de licencier une dizaine de responsables syndicaux, seuls, les accords arrachés au cours de cette grève ont été appliqués, sans

possibilité de négociation pour les améliorer.

Depuis près de deux ans on constate même un blocage de revendications qui s'est traduit pendant cette période inflationniste par une baisse du pouvoir d'achat. De plus, dans le contexte tragique de l'emploi, la direction a développé une politique visant à accroître la «saisonnalité», et l'on a pu constater une baisse globale de l'effectif dans le groupe malgré une augmentation de la production et un développement extraordinaire du trust sur le plan national et mondial.

Les sections CGT et CFDT dirigent la grève — la CGC est contre. Aujourd'hui c'est la 2e journée de grève générale sur tout le trust, le 3 juin le moral est bon. Dès 4 heures du matin entre 300 et 400 travailleurs sont au piquet de grève. La grève est suivie à 90 %. Entre 12 et 13 heures, nouveau piquet de grève massif. Les ouvriers, hommes et femmes, assis par terre, forment une haie de «deshonneur» de 30 mètres de long aux jaunes qui entrent — une dizaine seulement à midi. Les cars de ramassage qui arrivent des villages sont vides. La production est entièrement paralysée. Le personnel de la cantine aussi est en grève.

Un progrès : certains employés de bureau et quelques cadres — chefs d'équipes — ont rejoint les ouvriers. Il semble que dans l'ensemble du trust la grève marche bien, encore mieux que certaines fois : voilà autant de facteurs qui renforcent la combativité et la confiance dans la victoire chez les travailleurs de la Source. Travailleurs de Perrier, sachez que nos colonnes sont à votre disposition pour la popularisation de votre lutte.

Correspondant HR

Bourgogne-Electronique (Dijon)

POUR LA REINTEGRATION DES 23

Le comité de soutien pour la réintégration des 23 travailleurs licenciés de Bourgogne électronique a publié un tract dont nous publions ci-dessous des extraits. La représen-

Durant 5 semaines, à Dijon (Côte d'Or), les ouvriers et ouvrières de Bourgogne électronique (filiale du trust Thomson) ont mené la lutte avec occupation massive de leur usine.

Les travailleurs ont imposé au trust Thomson qui ne voulait rien céder, la satisfaction d'une partie de leurs revendications soit environ 250 F d'augmentation dans l'année.

Durant toute cette grève, les ouvriers et ouvrières de BE ont su faire preuve d'une grande capacité d'initiative (mise en place d'un comité de grève, occupation permanente de l'usine, redémarrage de la cantine, blocage du train «Mistral», etc.).

Les patrons veulent se venger

La direction de la Thomson et la chambre patronale de Dijon ont décidé de faire un exemple.

23 syndicats ont reçu le 27 avril une lettre de licenciement avec le motif : «faute lourde» afin qu'ils ne puissent toucher ni indemnités de chômage, ni préavis,

ni congés payés et avec l'assurance en plus de ne pas retrouver du travail sur Dijon(...)

Ce fait de répression n'est pas isolé

Aux Câbles de Lyon à Clichy, à la SNIAS Châteauroux, à Paris-Rhône Lyon, à Bourgeois Besançon... ce sont des dizaines et des dizaines de licenciements qui sont prononcés pour faits de grève (...)

Une jonction de notre comité s'est opérée avec le comité de soutien aux licenciés des Câbles de Lyon (Clichy), un rassemblement des «licenciés de Durafour» et contre la répression des travailleurs en lutte est en cours de préparation (...)

Nous appelons les syndicats et sections syndicales d'entreprises à réagir contre cette volonté du patronat et du gouvernement de briser nos luttes.

Nous appelons tous les travailleurs à populariser la lutte pour la réintégration des 23, la défense des libertés syndicales et du droit de grève.

L'insécurité de l'emploi pour 25 % de l'effectif, la compression de ce même effectif par le non-remplacement des départs naturels (démission, retraite, invalidité et décès), le non-remplacement des personnes en congés payés chez les administratifs, les titularisations faites au compte-goutte sont le lot des travailleurs de Perrier.

Pour les conditions de travail, mises à part quelques mesures prises pour les améliorer, à savoir, un processus de réduction du temps de travail pour ramener l'horaire de 48 heures à 41 heu-

res, rien !

En ce qui concerne la lutte, elle se développe massivement à Contrexéville, Montigny, Vichy, Saint-Yorre, et Perrier-Vergèze. Les travailleurs participent massivement et activement à ces mouvements qui sont analysés au fur et à mesure de leur développement avant d'être reconduits. L'action, cette semaine, s'est traduite par 2 grèves générales les 1er et 3 juin dans le groupe et se poursuivra tant que la direction n'aura pas réglé les problèmes et que le personnel sera déterminé à les faire aboutir.

Correspondant HR.

REHAULT-FOUGERES

**LA FEDERATION CGT
NE SOUTIENT PAS
LES GREVISTES
CEUX-CI REAGISSENT**

Il y a un mois les grévistes de Rehaul décidaient la vente du stock de chaussures en leur possession. La popularisation et la pression sur les pouvoirs publics, tels en étaient les objectifs.

Tant que cette vente se limitait à l'entreprise personne n'y trouvait rien à dire. Mais depuis la vente chez Lip (les 8 et 9 mai) le syndicat a déposé plainte. Le comité de lutte, les sections CGT et CFDT de Rehaul en accord avec leurs UL, décidaient néanmoins de poursuivre la vente. Les travailleurs demandaient un soutien écrit aux fédérations CFDT (Hacuitex) et CGT. Ce que la fédération CFDT fit de suite mais pas son homologue CGT. La section CGT se réunissait alors. La discussion houleuse se terminait par la décision d'expulser la déléguée membre du PCF qui soutenait la position fédérale, par la majorité des syndiqués CGT. Pour l'instant, la masse des syndiqués CGT continue la lutte dans l'unité avec l'ensemble des travailleurs

La manœuvre de division de la fédération CGT a une fois de plus échoué.

Correspondant HR.

THOMSON CF
ANNONCE LA
COULEUR

23 MILITANTS
LICENCIÉS
à DIJON

NON
A LA REPRESSION

Affiche de soutien aux licenciés de Bourgogne-Electronique, éditée par l'Intertrust CFDT Thomson CSF



Sud-Aviation (Nantes)

La solidarité ouvrière n'est pas un vain mot

La bourgeoisie procède à des inculpations pour « atteinte au moral » de l'armée. Elle n'hésite pas à trainer soldats et militants syndicalistes devant la cour de sûreté de l'État. Les travailleurs quant à eux revendiquent que le service militaire ne soit pas l'occasion pour la bourgeoisie de s'attaquer à l'emploi des jeunes et à leurs conditions de vie. Pour tenter de faire face à ces légitimes revendications, la bourgeoisie est prodigue en discours démagogiques. A entendre Bigeard ou Giscard l'amélioration des conditions du service militaire est en bonne voie...

Jusqu'ici les travailleurs de la SNIA Nantes avaient obtenu, mais seulement par leurs luttes, que les jeunes au retour de l'armée soient réembauchés sur place. La semaine dernière la direction a informé les organisations syndicales que ces « libéralités » étaient terminées, et que désormais à Nantes comme dans les autres établissements de la SNIAS, les jeunes ne seraient plus repris après leur service militaire. Il est vrai qu'entretemps la direction s'est trouvée sans doute mieux à même de juger du problème des jeunes revenant de l'armée : c'est en effet un général de l'armée de l'air, le général Mitterrand, qui pour plusieurs millions d'anciens francs

par mois a été nommé il y a quelques mois PDG de la SNIA. Entre les discours démagogiques de la bourgeoisie et la réalité il y a un gouffre : celui de l'exploitation de la classe ouvrière et en première ligne des jeunes travailleurs que le capitalisme voue au chômage. La même mesure est appliquée à LMT Nantes où pour le moment ce sont 4 jeunes qui ne sont pas repris. A la SNIA cela concerne aujourd'hui deux travailleurs mais d'ici la fin de l'année beaucoup d'autres se trouveront dans la même situation.

Aussi les travailleurs de la SNIA Nantes ont-ils décidé d'engager à nouveau l'action. Après discussion en as-

semblée générale réunissant plus de 80 % du personnel, il était décidé pour le mardi 1er juin un défilé dans toute l'usine avec les deux jeunes. Cette action a été un net succès, la cour près des bureaux de la direction a été occupée. Mais ce n'est qu'un début, la lutte ne s'arrêtera pas là, d'autres actions sont prévues. Les travailleurs de la SNIA et des autres entreprises disent « non au chômage des jeunes », exigent le maintien de l'emploi après l'armée, dénoncent la démagogie de Giscard, de Bigeard et de tous les représentants de la bourgeoisie concernant les conditions du service militaire.

Correspondante HR.

ASTAFFORT (LOT-ET-GARONNE) NON A LA COLLABORATION DE CLASSE

A l'usine Ste-Marie (60 ouvriers), où nous fabriquons des camions, le patron refuse d'appliquer la convention collective de la métallurgie. Nous sommes payés au SMIC et les conditions de travail sont déplorables. De plus le patron vient de décider de nous faire faire 4 heures 30 (samedi matin) de plus par semaine, c'est-à-dire 49 h 30 au lieu des 45 heures actuelles et au lieu de 40 heures que nous devrions faire.

Et pour ceci il menace de sanctions tous ceux qui ne viendront pas travailler le samedi matin.

Mais son cynisme le pousse à nous dire que nous n'aurons les congés que si nous travaillons tous les samedis pour satisfaire les commandes.

Mais ce soir, avec les camarades on en a eu marre, et on a décidé la grève pour demain. Mais attention. Il y avait le monsieur de la CGT. Un permanent d'Agen, de la métallurgie, un beau parleur quoi, aux mains de pianiste. C'est lui qui parlait tout le temps, qui proposait, qui imposait, il nous a dit qu'il viendrait demain, et après-demain, et tout le temps. Parions qu'il va essayer de nous mener en bateau. Mais peut-être bien que ce coup-ci ça ne se passera pas comme d'habitude et qu'à Ste-Marie la lutte de classe l'emportera sur la collaboration de classe.

Un métallo.

Contre la décentralisation LES «METEOS» ENGAGENT LA LUTTE

Le personnel de la Météorologie nationale, en région parisienne, est en lutte contre le projet actuel de transfert de 1 200 agents de la région parisienne sur Toulouse.

Pour d'obscures raisons de déconcentration et de spéculation, le gouvernement se prépare à engager 400 millions de francs — pour le seul équipement — dans un transfert catastrophique pour le fonctionnement du service météo et l'avenir du personnel et de leurs familles.

La décision autoritaire de transfert a été prise sans aucune consultation des intéressés, les mesures d'incitation proposées par le secrétaire d'État aux transports sont dérisoires. L'avenir des conjoints et enfants salariés se limite au chômage : les centaines de conjoints des météo viendront s'ajouter aux 3 500 demandeurs d'emploi de la région toulousaine.

Aujourd'hui, alors que le transfert est programmé pour 1978-1980, rien n'est fait pour répondre aux inquiétudes des agents et de leurs familles. Les belles promesses et les belles paroles ne suffisent plus. Les revendications du personnel météo sont : « le maintien dans la région parisienne

de tout le personnel refusant le transfert, le règlement complet des problèmes sociaux et familiaux des personnes acceptant de partir à Toulouse. »

Les météorologistes refusent leur transfert à Toulouse tant que leurs revendications n'auront pas été satisfaites, et continuent la lutte. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur ce problème de décentralisation. Le transfert sur Toulouse touche les services météo de Trappes, Magny-Hameaux, St-Cyr, Boulogne et Paris.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par
Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

En passant par la cité Bassens (Marseille)

PAS DE TRAVAIL...

Deux cent quatre vingt dix familles habitent la cité Bassens à Marseille. Toutes immigrées. C'est dire qu'aujourd'hui, au moment où la bourgeoisie fait tout pour faire peser sur les épaules des travailleurs le poids de la crise de son système capitaliste décrépi, beaucoup de gens sont frappés par le chômage et la misère à Bassens. C'est pour cela que s'est constitué sur la cité un comité de chômeurs.



...POUR LES FEMMES...

Une jeune Algérienne du comité de chômeurs nous explique quelles difficultés elle a à surmonter pour trouver un emploi.

« Quand j'ai commencé à travailler, j'ai rencontré beaucoup d'embûches et je suis restée pendant 15 jours sans savoir que faire. Je n'avais jamais travaillé, et, étant donné que je suis Algérienne, sur ma carte de résidence il était inscrit « sans profession », ces 2

mots qui détruisaient tout ce que je voulais faire.

« On m'a dirigée vers l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) qui m'a inscrite sans faire attention à ma carte de résidence. Une fois arrivée chez le patron, il me demande ma carte, en voyant « sans profession », il me renvoie au bureau de la main-d'œuvre. J'y retourne et le chef de l'agence, surpris par l'erreur qui a été commise, m'explique que je n'ai même pas le droit de

me faire inscrire à cause de la mention « sans profession », et il m'envoie au commissariat de la Belle de Mai. J'ai eu la chance de tomber sur un patron qui avait besoin de couturière et j'ai réussi à obtenir ma carte avec la mention « travailleur salarié ». J'ai travaillé ; puis j'ai fait un stage d'opératrice sur tissus, j'ai eu mon CAP, et je me retrouve à nouveau sans emploi. Encore heureux que cette fois je puisse être inscrite au chômage. »

...ET POUR LES IMMIGRES

Dans « Chômeurs en lutte », journal du comité de chômeurs de Bassens, les travailleurs immigrés dénoncent les obstacles que la bourgeoisie multiplie pour les empêcher de trouver du boulot.

« Si le chômage existe, ce n'est pas de notre faute, nous ne voulons pas par conséquent que les dégâts qu'il cause retombent sur nous. »

« En plus, nous, immigrés, parce que nous sommes immigrés, nous avons droit à quelque chose de plus :

quand, sur notre carte de résidence, il est écrit « sans profession », il nous est très difficile, presque impossible, de trouver du travail. Or, quand nous voulons changer « sans profession » par « travailleur salarié », on nous dit qu'il faut d'abord trouver du travail.

« En plus si l'on veut s'inscrire au chômage, et qu'il n'y a pas la mention « travailleur salarié », celui-ci ne nous accepte pas, ce qui fait que nous perdons tous nos droits à la Sécurité sociale, et quand on tombe malade rien ne nous est remboursé. »

« Nous risquons même de perdre nos allocations familiales et d'être victimes de la loi « Ponia-Dijoud » qui dit que : « tout travailleur immigré qui se trouve sans emploi ni ressource régulière depuis plus de 6 mois sera immédiatement expulsé ! »

Nous sommes des travailleurs comme les autres, nous réclamons sur toutes les cartes de résidence qu'il soit écrit « travailleur salarié » sans condition et dès la sortie de l'école ! »

Chacun sait que les travailleurs immigrés sont toujours les derniers embauchés, et pour les postes les plus durs. Ils sont aussi les premiers licenciés. En prati-

quant ainsi la bourgeoisie cherche à diviser la classe ouvrière, à diviser travailleurs français et immigrés. Mais ce n'est pas tout. Elle fait aussi le maximum pour diviser entre eux les travailleurs arabes. Un ouvrier tunisien nous a expliqué comment dans sa carte de travail, il est écrit « soudeur », et s'il veut changer de profession, il doit tout simplement... changer de carte ! Ce qui est quasiment impossible. Mais cela veut dire qu'à la différence des travailleurs d'autres nationalités, les travailleurs tunisiens sont bloqués dans un métier sans possibilité aucune d'en changer.

Dans les mains crochues de la bourgeoisie, la division est une arme contre la classe ouvrière. Pour la contrer, les travailleurs doivent renforcer leur unité, dans le feu du combat de classe. En ce sens le comité de chômeurs a un rôle important à Bassens :

« Nous ne sommes pas des citrons que l'on presse et que l'on jette quand on veut, c'est pour cela que nous disons : contre le chômage et toutes les divisions qu'il provoque nous resterons unis avec les travailleurs français pour combattre nos seuls ennemis : les patrons. »



Etudiants

Sous les coups de la bourgeoisie, notamment des révisionnistes et des trotskystes, et face à la répression, le mouvement est devant une alternative

BOYCOTT DES EXAMENS OU ABANDON DE LA LUTTE

Montpellier

Les flics sur le Campus

Les étudiants de la fac de Lettres de Montpellier ont tenu lundi 31 mai une conférence de presse afin de rétablir la vérité sur leur lutte et informer l'opinion publique et en premier lieu les travailleurs de leur combat contre la réforme Haby-Soisson de l'université capitaliste.

Notons qu'aucun des quotidiens n'étaient présents : ni *Midi-libre*, ni la *Marseillaise*, qui avaient déversé mensonges sur mensonges la semaine précédente, n'ont daigné assister à cette conférence.

Pourquoi les étudiants sont-ils en grève ? Parce qu'ils refusent la réforme Haby-Soisson qui renforce la sélection et conduit la majorité des étudiants au chômage. Parce qu'ils refusent de devenir des cadres au service des patrons pour dominer la classe ouvrière et le peuple travailleur. A Montpellier, les étudiants de la fac de Lettres se sont donné comme moyen d'action le boycott des examens : bloquer la machine universitaire, c'est une arme pour l'abrogation de la réforme Haby-Soisson.

Qui est responsable des affrontements qui ont eu lieu au début de la semaine de nuit à Montpellier ? Ce sont les flics, déjà présents sur le campus avant la mise en place du piquet de grève le lundi, qui ont chargé les étudiants. Ce sont eux qui par la suite ont procédé à plus de 87 arrestations, avec fichages anthropométriques, eux qui sont intervenus à coups de grenades lacrymogènes à l'intérieur de la fac et de certaines salles d'examen. Ce sont eux qui ont investi militairement la fac des Sciences en agressant un groupe de géologues partant en excursion parce qu'ils avaient « des armes » : marteaux, piolets, etc.

Martel, le président de l'université, qui dirigeait les opérations, indiquait aux RG et vigiles les étudiants à arrêter.

Les profs du SNESup, proches du PCF, contrôlaient

aux côtés des RG l'identité des étudiants voulant entrer dans la fac. Mais face à cette répression, sans aucune mesure avec ce qu'on avait vu encore sur le campus de Montpellier, les étudiants ont su riposter avec justesse. A la violence réactionnaire ils ont répondu par la violence révolutionnaire de masse, s'affrontant par deux fois aux CRS, à l'intérieur des salles d'examen, contre la présence des flics à l'intérieur de la fac, popularisant dans les autres facs et l'UT qui ont débrayé en soutien, ainsi que dans les quartiers et aux portes des usines.

Dès le 24 mai, les étudiants ont reçu le soutien de 47 enseignants dont voici le communiqué : « Nous n'admettons pas en tant qu'enseignants, l'intervention et le maintien de la police à l'intérieur et aux abords de l'université, rendant inacceptable le passage actuel des examens. L'intransigeance des autorités universitaires est responsable de cette situation qui interdit tout exercice des diverses fonctions universitaires enseignantes, administratives et étudiantes. La frénésie ininterrompue du pouvoir ne cesse d'aggraver la situation de violence qui s'est installée : arrestations d'étudiants sur dénonciation des autorités universitaires, accusations mensongères, injures, etc. Dans ces conditions, convoquer les étudiants, revient à en livrer certains à la police, d'ailleurs un grand nombre d'étudiants venus pour passer leurs examens y ont renoncé devant la violence officielle. Les enseignants sous-signés demandent que soit suspendue la session d'examen et exigent le retrait immédiat des forces de police de l'université et de ses abords. Ils déclarent qu'ils ne pourront pas considérer comme valables les examens passés dans les conditions actuelles ».

Enfin il faut souligner que 2 étudiants ont été arrêtés, puis inculpés, et que de lourdes peines pèsent sur d'autres étudiants. D'ores et déjà, les étudiants préparent la riposte : mobilisation dans les autres facs, poursuite du boycott, popularisation dans les quartiers, les usines, dans toutes les entreprises de la ville, auprès des syndicats, etc. La lutte continue.

Correspondant HR.

Nantes

40% contre la reprise des cours

A Nantes, le 31 mai, dès 7 h 30, environ 300 étudiants boycottent les examens qui se tenaient en Lettres. Ceci malgré la présence de Sparfel, président de l'université et président des Républicains indépendants de Loire-Atlantique, du recteur, et de leurs sbires, profs des syndicats autonomes, etc. Ces examens convoqués trois jours plus tôt (!) étaient en fait destinés à tester la volonté des étudiants de durcir la lutte et de boycotter tous les examens à venir.

L'adoption quinze jours auparavant en assemblée générale, d'une motion brandant la lutte contre l'arrêté Soisson, au profit d'intérêts corporatistes et individualistes — les modalités d'examen ! — avait ouvert la porte à des négociations sans principe avec l'administration et à la capitulation. On allait voir alors l'armada des négociateurs en tous genres se précipiter dans les salons de l'administration : UNEF-Renouveau, UNEF-Soufflot, les trotskystes du comité de grève, le SNESup, la FEN et la CGT que l'on voyait apparaître comme par hasard au moment où des étudiants se montraient « raisonnables » !!

Les négociations se soldant inévitablement par un échec, les étudiants, une fois placés sur le terrain de l'administration, se sont trouvés devant cette alternative : ou boycotter les examens ou rentrer sans condition.

Boycott ou abandon de la lutte, c'est ce sur quoi devait se prononcer l'assemblée générale.

Les trotskystes, s'appuyant sur le libéralisme petit-bourgeois des étudiants, ont permis aux ennemis de la lutte de s'exprimer librement : depuis les fascistes de l'UNI jusqu'aux antigrevistes notoires, en passant par l'UNEF-Renouveau malgré son exclusion de mouvement étudiant décidée en assemblée générale dès les premières heures de la lutte !

Ici comme ailleurs, les trotskystes ont montré leur vrai visage : celui de laquais du révisionnisme. Dénaturant le sens politique du mot d'ordre de boycott, les 2 UNEF et les trotskystes de Krivine ont fait bloc pour appuyer une motion capitaliste appelant à reprendre les cours sans condition.

Révolutionnaires en paroles, capitulards dans les faits, ils ont collaboré avec l'UNEF, en s'appuyant sur les faiblesses du mouvement étudiant, défaitisme, individualisme et pour le trahir.

Quant aux trotskystes de « Révolution ! », qui ont fourvoyé le mouvement étudiant en entretenant des illusions sur le passage « collectif » des examens ou autres modalités de même type, ils se sont ralliés au boycott, contraints qu'ils y étaient par l'intransigeance de l'administration.

Opposés à tous les capitulards, ceux qui voulaient continuer la lutte ont proposé le boycott des examens comme une étape supérieure dans la mobilisation contre la réforme Soisson. Refuser ces examens bidons, c'est faire échec à la bourgeoisie, à sa politique de sélection, c'est faire obstacle au fonctionnement normal de l'université bourgeoise !

Parce que la signification politique du boycott n'a pas été suffisamment expliquée de nombreux étudiants n'y ont vu que l'aspect invalidation, perte d'une année universitaire et de petits privilèges. Beaucoup en effet se sont laissés abuser par la propagande bourgeoise, et en particulier celle émanant du PCF. Car enfin, dès les premières heures de la lutte n'a-t-il pas été affirmé clairement que l'université bourgeoise n'offrait comme perspective aux étudiants que devenir chômeur ou cadre du capital ? La lutte ne s'est-elle pas engagée justement sur le refus par la grande masse des étudiants de l'une comme de l'autre de ces perspectives : « Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat » ? En fin de compte 60% des étudiants ont voté pour la reprise des cours — parmi lesquels tous les fascistes, les antigrevistes de la première heure... non exclus du vote !

Il n'empêche que les 40% qui ont voté pour le boycott des examens, témoignent de l'élargissement de la prise de conscience de la véritable signification politique de la lutte contre la réforme Soisson : le refus de l'université bourgeoise qui fait d'eux des chômeurs ou des cadres au service du capital !

Cercle José Humberto Baena de la JCMEL

informations générales

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN

Nous demandons à nouveau à nos camarades, amis et lecteurs, de nous faire part de toutes les initiatives qu'ils ont prises pour mener cette importante campagne de souscription dans les

masses. Que chacun sache que faire connaître de telles expériences concrètes c'est contribuer à la mobilisation nécessaire pour mener la campagne en cours, c'est contribuer à son succès.

Liste de souscription

Total au 31/5	42 150,81 F	normalien	300,00 F
Un ouvrier	10,00 F	Id.	300,00 F
RM	300,00 F	1 militante ouvrière	
Une enseignante	5,00 F	au chômage	100,00 F
Une lectrice d'HR	50,00 F	1 militant ouv.	10,00 F
Sur le marché St-Denis	7,50 F	1 après-midi de «plonge»	
CDHR Selmandi	2 250,00 F	par 2 militants	60,00 F
CDHR PTT	600,00 F		
CDHR Staline C	1 700,00 F		
1 militant enseignant			
		Total au 2/6/76	47 843, 31F

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC UNE NOUVELLE COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

L'Action pour la jeunesse du Parti africain pour l'indépendance de Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert

lance un appel à tous les organismes, associations et sympathisants du PAIGC à participer avec elle à une soirée de solidarité pour la création d'une coopérative agricole dans la région d'Oïo en Guinée-Bissau.

Cette coopérative a pour but de permettre le retour au pays des émigrants guinéens travaillant en France et au Sénégal, qui ont dû quitter leur pays pendant la guerre coloniale. Vous êtes invités à participer à cette soirée :

SAMEDI 5 JUIN DE 19 H 30 A L'AUBE
8 RUE HENRI CHEVREAU
PARIS 20E
METRO MÈNILMONTANT

Au programme :

Une expo-photo, une projection de diapos, danse, discothèque jusqu'à l'aube, spécialités guinéennes et cap-verdiennes (maïé, catchupa, yassa).

PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F



LA GRANDE REVOLUTION CULTURELLE RAYONNERA TOUJOURS

Au sommaire du No 22 du 31 mai 1976

— grande diffusion des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et de celles du président Mao.

— nier la révolution dans la littérature et l'art c'est vouloir restaurer le capitalisme.

— la Grande Révolution culturelle rayonnera toujours : « Pas question de ne pas faire la Grande Révolution culturelle » par le groupe ouvrier d'étude de la théorie de la menuiserie Peikiao — « Les changements que la Grande Révolution culturelle a apportés à notre brigade » par les paysans pauvres et moyens pauvres de Nanao — « Le mouvement de la jeunesse : intégrons-nous aux ouvriers et aux paysans, soyons l'avant-garde du combat contre le révisionnisme » — ainsi que des articles sur les écoles du 7 mai, « Les communistes ne désirent pas devenir de "grands dignitaires", ils veulent faire la révolution », etc.

— le social-impérialisme soviétique et la politique d'agression nationale : « Apôtres zélés du chauvinisme grand-russe », « Méthodes viles en Moldavie », « Détérioration continue de l'économie kirghize », « Nouvelle purge en Ukraine », « Compagnies multinationales made in Moscou », « Comment Brejnev obtient des "rentrées au centuple" »...

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque



culturel

Presse

Encore à propos de la revue «PIF»

PUBLICITE TROMPEUSE ET VENTE FORCEEE

Dans le numéro 108 de «Que choisir», revue de l'Union fédérale des consommateurs, un article dénonce d'une manière très concrète les pratiques de l'hebdomadaire du PCF pour les enfants : «Pif».

Vous savez sans doute qu'à la revue «Pif», on a trouvé, pour attirer la clientèle, une formule «originale». En effet chaque semaine est vendu à près de 500 000 lecteurs un gadget avec le journal (ou l'inverse ?). Indépendamment de la qualité de ces gadgets et surtout de leur contenu politique et de leur rôle idéologique sur les gosses, on va voir à quoi sert exactement cette «trouille originale»*. Dans le numéro 372 de «Pif», le gadget c'est un appareil photo, «un vrai appareil photo» comme dit la couverture. Le tout pour 4 F (le prix de l'ensemble journal et gadget) !

Comme les pires capitalistes, ces gens du PCF qui éditent «Pif» n'ont qu'un intérêt : faire des profits. Pour cela, ils utilisent toute arme. Publicité trompeuse : ce «vrai appareil photo» de 4 F ne doit pas être extraordinaire, peut-on se dire,

mais alors pourquoi mettre le qualificatif «vrai» à un produit qui fait des photos quasi illisibles, comme en ont fait l'expérience les spécialistes de «Que choisir» et ainsi que le leur a indiqué

mais on doit envoyer deux timbres à 0,80 F pour l'obtenir !

Mais, encore plus futés, ces messieurs, avec le gadget, lancent un «grand concours photo de Pif», le con-

à se procurer la pellicule, à participer au concours et ainsi à envoyer développer la pellicule. Parce que là ! C'est le moment le plus intéressant pour ces messieurs : cette pellicule de marque Trifca, après développement, est retournée avec 6 tracts luxueux vantant la marque et surtout avec une facture de... 32 F (pour le développement) !!

Ainsi donc, on vend un journal 4 F et on ramasse par la suite la somme de... 37,60 F ! Multipliez par 500 000 lecteurs, et vous verrez combien de fric rentre dans les poches de ces gens dignes des capitalistes les plus pourris. Voilà comment ils travaillent à lutter pour le «socialisme», les dirigeants du PCF.

* Nous publierons la semaine prochaine le récit d'un dessinateur de bandes dessinées qui a travaillé aux Editions Vaillant, éditions du PCF pour la jeunesse, et qui montre comment sont considérés les travailleurs de cette entreprise véritablement capitaliste et comment les Editions conçoivent leurs publications.



une enquête auprès de leurs lecteurs ? Vente forcée : avec le même numéro et le même gadget, est proposée une pellicule couleur gratuite...

cours de «la photo de la plus belle grimace». On y ajoute, pour allécher, 100 gagnants, 100 lots. Manière souple de forcer les gosses

Télévision

A PROPOS DU PROGRAMME TV

Un postier nous écrit

Autant le dire tout de suite, je ne partage pas l'opinion du camarade qui dit que la parution des programmes TV est une mauvaise surprise.

Dans la boîte où je travaille, il arrive souvent que le matin on me demande si j'ai regardé telle ou telle émission, et ce que j'en pense. Suffit-il de répondre : «Je m'en fous de toute façon c'est de l'idéologie bourgeoise». Je ne crois pas qu'une telle réponse puisse faire avancer les gens, bien au contraire ; il faut expliquer pourquoi : ce qu'est l'idéologie bourgeoise et surtout comment elle se manifeste dans tel ou tel film (et ce n'est pas si simple, moi-même je me laisse quelquefois avoir).

D'autre part il y a des émissions qu'il faut voir. Par exemple les émissions «opposant» des révisionnistes à ces représentants du

gouvernement sont souvent commentées le lendemain dans les entreprises. Là encore une réponse du style «Les révisos et le gouvernement c'est des représentants de la bourgeoisie» ne fera avancer personne : il faut être capable d'analyser ce qui a été dit, en faire une bonne critique, puis démontrer qu'en fin de compte ils étaient d'accord sur le fond et que c'est bien des représentants de la bourgeoisie.

Il y a une différence entre la publication des programmes TV et les résultats du tiercé. Ce n'est pas en publiant les résultats du tiercé qu'on combattrait cette manifestation de l'idéologie bourgeoise que le capital essaie d'inculquer à la classe ouvrière mais en démontrant le rôle qu'ont les jeux de fric : c'est même si sûr que dans la société

socialiste ces jeux n'existeront plus. Pour ce qui est de la TV ce n'est pas l'instrument (au sens technique) qu'on combat, c'est l'utilisation que la bourgeoisie en fait. Dans la société socialiste la TV devra être utilisée pour faire réfléchir le peuple (et non pas l'endormir) sur les problèmes de l'histoire, de l'actualité (vue d'un point de vue prolétarien), des arts ou de la construction du socialisme.

Un vieux militant (ex-membre du PCF) me disait un jour : «Avant la guerre, les gens ne restaient pas assis devant la télé, ils sortaient, ils allaient aux réunions». C'est vrai, la bourgeoisie compte bien maintenir le peuple (après le boulot) entre quatre murs et la télé est un des moyens qu'elle utilise. Mais il faut aller plus loin, et comprendre ce qui se passe : la bourgeoisie ne laisse ni le

temps, ni l'argent aux travailleurs d'aller voir des spectacles et il est plus facile après une journée de travail bien remplie de rester assis devant son poste, c'est pourquoi il y a tant de gens à regarder la télé. La bourgeoisie le sait bien, et elle en profite encore pour faire passer son idéologie pourrie. Alors faut-il dire au peuple : «Ne regardez pas la télé, ils vous endorment» (ça, il y a pas mal d'ouvriers qui le savent). Je pense qu'il y a mieux à faire, c'est d'expliquer comment.

Aider aujourd'hui le peuple à critiquer «l'art» bourgeois c'est aussi lui permettre dans la société socialiste de bâtir un art prolétarien et de combattre toute manifestation révisionniste dans ce domaine.

Un lecteur postier.

Programmes TV

SAMEDI 5 JUIN

TF-1

19 h 20, 20 h et 23 h 25 *La bourgeoisie vous informe*
21 h 30 *Regan. Feuilleton policier. L'extrême violence du film a de positif de montrer ce qu'est la violence légale des flics. Mais les auteurs cherchent à la faire contre-balancer par le rôle, complètement faux, d'assistantes sociales que jouent ces «bons» flics pleins de prévenances... Par exemple, dans cet épisode, un des flics s'occupe particulièrement de la vie d'un truand, parce que c'est un ancien copain et qu'il veut l'empêcher de commettre le pire !*

A-2

19 h 20, 20 h et 23 h 35 *La bourgeoisie vous informe*
20 h 30 *Il neige au printemps. Film TV. Réalisé par Cukor, ce film nous conte les péripéties amoureuses d'un couple de sexagénaires. Lui est un grand avocat. Elle est une riche veuve. En somme des gens et une histoire qui n'ont rien à voir avec le peuple.*
22 h 10 *Dix de der. Emission de Philippe Bouvard qui tourne, les trois quarts du temps, en un panier de crabes où les bourgeois, les stars, se bouffent entre eux. Ecœurant mais parfois instructif sur les dessous de la vie bourgeoise.*

FR-3

19 h 20 et 21 h 50 *La bourgeoisie vous informe.*
20 h 30 *Un samedi comme tous les autres. Film TV de la BBC. Le thème porte sur les rivalités religieuses à Glasgow en Ecosse, qui se transforment en affrontements souvent violents. Très romancé. On aurait aimé quelque chose sur l'Irlande que l'impérialisme anglais exploite.*

DIMANCHE 6 JUIN

TF1

17 h 20 : *Tarzan le magnifique. Film de 1960. Un des plus mauvais films de ce fameux héros du colonialisme qui représente la «civilisation» parmi les «sauvages» de la jungle.*
18 h 45 : *Nans le berger. Feuilleton. La vie de générations d'une famille de paysans qui n'a rien de paysanne mais plutôt d'une famille aux intérêts égoïstes et individualistes (de bourgeois).*
19 h 45 et 23 h 10 : *la bourgeoisie vous informe.*
20 h 30 : *Les vieux de la vieille. Film de 1960. Un film pour 3 cabotins (Gabin, Noël-Noël et Fresnay) qui adopte les grands airs «populaires» et de «grosse rigolade» que se donne un bourgeois pour mieux mépriser le peuple. D'ailleurs les dialogues sont d'Audiard, celui qui préfère Pétain à la Résistance.*
22 h 10 : *Bilan pour le futur. La lutte des minorités nationales noires et indiennes aux USA. Un point de vue intéressant.*

A2

16 h 20 : *Les Robinsons suisses. Série américaine. Pourrait très bien se passer au Far-West, au lieu d'une île, tellement les histoires y sont identiques et l'idéologie individualiste et de la «démérite» y est présente.*
18 h 10 : *Robin des bois. Une très mauvaise adaptation de Mel Brooks. Pourquoi pour faire plus «comique» rajoute-t-on des rires sur la bande sonore ?*
20 h et 23 h 10 : *la bourgeoisie vous informe.*
21 h 50 : *Ardéchois cœur fidèle. Feuilleton. Une très longue série qui exhale des relents de noire réaction à travers les péripéties de ces corporations de «compagnons» qui ressemblent plus à des sectes qu'à autre chose.*

FR3

20 h 30 : *Les visiteurs du dimanche soir. Deux invités : Garaudy et Pauwels. Le premier a été exclu du PCF (il était encore plus à droite que le PC). L'autre est un «idéologue» bourgeois des plus réactionnaires qui croit fermement dans les sectes secrètes (entre autres).*
22 h 30 : *The mortal storm. Film de F. Borzage (1940) Un couple d'un milieu aisé, à l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Borzage a eu le mérite de toujours situer ses actions dans un contexte historique précis. Mais tout cela est uniquement vu à travers la vie d'un couple aisé et donc très déformé.*

L'Humanité Rouge

document

CHINE : Les nouveaux développements de la Révolution culturelle (5)

L'ECOLE, INSTRUMENT DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Débusquer les responsables bourgeois au sein du Parti, et combattre leur ligne politique et idéologique ; limiter le droit bourgeois notamment dans la gestion des entreprises ; voilà deux tâches révolutionnaires menées en Chine que nous avons évoquées dans nos précédents numéros. Reste la grande bataille menée dans la *superstructure* qui recouvre le domaine des idées et des institutions : art, culture, école, santé, administration... Les idées bourgeoises héritées de l'ancienne société et secrétées par la bourgeoisie existante aujourd'hui en Chine, agissent en retour sur le développement de la société. Il ne suffit pas de détruire le système de propriété pour que disparaisse l'individualisme et celui-ci agit dans tous les secteurs à l'encontre des intérêts de la révolution socialiste. Là plus encore qu'ailleurs, la bataille est serrée entre prolétariat et bourgeoisie, et notamment dans le secteur de l'école, où a démarré la Révolution culturelle. Ce n'est pas par hasard.

« Toute l'ancienne école, entièrement imprégnée de l'esprit de classe, ne donna des connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. Chaque mot était adapté aux intérêts de la bourgeoisie. Dans ces écoles on n'éduquait la jeune génération des ouvriers et des paysans que pour les dresser dans l'intérêt de la bourgeoisie. (Lénine)

L'école est un instrument de la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Après la victoire révolutionnaire de 1949 en Chine, le système éducatif a été étendu à toute la Chine, mais il n'a pas profondément changé : « en gros on a continué comme autrefois » selon la formule de Liou Chao-chi. Dans ce domaine, la bourgeoisie a gardé son poste : les jeunes instruits étaient des intellectuels bourgeois, cherchant postes, honneurs et titres, et coupés des ouvriers et paysans. Voilà pourquoi le « 7 mai 66 » le président Mao lança dans sa directive « Il est inadmissible que les intellectuels bourgeois continuent de régner dans nos écoles ».

résolu en Chine avec cela serait une illusion ; par ailleurs, nous nous en tiendrons aux luttes et « créations socialistes » dans l'université.

QUI FRÉQUENTE LES UNIVERSITÉS ?

La question du recrutement a été réglée dans la directive sur l'école formulée par le président Mao le 21 juillet 1968. Il faut recruter les ouvriers et les paysans, le peuple travailleur créateur des richesses matérielles et spirituelles. Les jeunes qui sont restés plusieurs années à l'usine ou à la campagne à la sortie de l'école secondaire, sont tout à fait prêts à devenir des « travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste » ; ils savent pour quelle classe étudier et travailler ; ils ont acquis une solide expérience concrète, aussi bien dans la



Adieux des paysans aux étudiants de l'Institut d'agronomie Tchaoyang. Leur stage dans la commune est terminé (photo « Chine en construction »).

toujours la pratique, encore la pratique.

« La pratique, toujours la pratique... », voilà bien la peur des intellectuels bourgeois à se salir les mains ! De fait, dans les universités chinoises aujourd'hui, on n'écoute pas des conférences ni des séminaires tout au long de la journée ; l'étude se fonde sur le processus de la connaissance « pratique-théorie-pratique » ; l'on pratique « l'école porte ouverte ». Exemple : la section hydrographie de l'université des Sciences de Pékin a pris le Fleuve Jaune comme salle de classe ; les étudiants ont travaillé avec les paysans et avec eux, en utilisant les connaissances théoriques, ils ont gagné 3 500 ha de terres fertiles ! Voilà la culture qu'ils ont acquise qui n'a rien à voir avec le « savoir » bourgeois tant vanté !

Sont-ils des ignares, ces étudiants chinois qui manient la pioche ou le marteau ? Certainement pas et la liste de leurs découvertes et mises au point techniques s'allonge, certaines d'entre elles rivalisant avec les techniques de pointe des bureaux d'étude impérialistes ! Exemple : la section électronique de 1972 de l'université de Pékin a pris en charge 12 projets entièrement réalisés. Dans la lutte de classes à l'université, la qualité de l'enseignement a incontestablement augmenté.

LA CLASSE OUVRIERE DIRIGE LA RÉVOLUTION A L'ÉCOLE

C'est lors de la Révolution culturelle qu'on a mis sur pied les équipes ouvrières de propagande qui orientent et dirigent les universités sur le plan idéologique et politique. Et cela contre la thèse bourgeoise selon laquelle « la direction des écoles doit être confiée à des professionnels ou à des non-professionnels mais qui s'intéressent à la science ! »

Les équipes de propagande venues des usines voisines ont dirigé enseignants et étudiants dans la critique de l'ancien système et de la ligne révisionniste en matière d'enseignement. Les succès ont été spectaculaires. Ceux que, hier, certains appelaient des « péquenards incultes », sous la direction du parti, participent à l'orientation et à la gestion des universités.

Il y aurait beaucoup de choses à dire et à comprendre encore dans la grande aventure entreprise par le peuple chinois et son parti depuis 10 ans.

A y regarder d'un peu près, l'une d'entre elles apparaît avec éclat, c'est la force incomparable de la classe ouvrière et du peuple si toutefois ils s'emparent de la ligne révolutionnaire du parti communiste. La bourgeoisie naît et renaît dans les conditions du socialisme, cela est vrai ; et le destin de la révolution soviétique montre assez combien le révisionnisme est gros de reculs et de retours en arrière criminels. Cependant, sous la dictature du prolétariat, la clique et la ligne bourgeoises sont par nature vulnérables et condamnées ; cela est inéluctable.

A condition que le prolétariat et le parti mènent la lutte sans répit ni esprit de recul, il faut aller de l'avant, ne pas craindre les luttes et les difficultés, ne pas se reposer sur ses lauriers révolutionnaires. C'est la loi fondamentale du développement de l'histoire que rappelle aujourd'hui le président Mao :

« Nous chantons l'Internationale depuis cinquante ans, et dans notre parti il s'est trouvé dix fois des gens qui ont cherché à créer la scission. A mon avis, cela pourra se répéter encore dix fois, vingt fois, trente fois, ne le croyez-vous pas ? Vous pouvez ne pas le croire, moi en tout cas j'y crois. Les luttes auront disparu avec l'avènement du communisme ? Je suis persuadé que non. Il y en aura encore sous le communisme, seulement ce seront des luttes entre le nouveau et l'ancien, entre ce qui est juste et ce qui est erroné, voilà tout. Même dans des dizaines de milliers d'années, ce qui est erroné ne sera pas toléré et ne tiendra jamais debout. »

Sa confiance dans l'avenir, Mao Tsé-toung la puise dans sa confiance dans la classe ouvrière et sa science, le marxisme-léninisme ; et les faits jusqu'ici lui ont donné raison. Pour nous, ils sont à coup sûr un grand encouragement.

Camille GRANOT.



Université Tsinghua : étudiants et professeurs écrivent des « dazibao » pour critiquer la ligne révisionniste des responsables qui, au sein du parti, sont engagés dans la voie capitaliste (photo « Chine en construction »).

Et l'école a, dès le début de la Révolution culturelle, été au cœur de la bataille, et un enjeu disputé. Ces derniers mois, après Liou Chao-chi et Lin Piao, Teng Siao-ping a remis en cause l'orientation révolutionnaire (« l'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et être combinée avec le travail productif ») en prétendant qu'elle « n'était toujours pas fixée de façon satisfaisante » !

Et pourtant beaucoup de choses ont changé et changent dans les écoles chinoises. Comme dans les usines, les batailles sont inégalement menées, les expériences variées. Ce sont les premiers pas d'une longue bataille, dont nous indiquerons les grandes orientations... Croire que tout est

lutte de classes que dans la production et l'expérimentation scientifique, et ont déjà une capacité de compréhension et d'application.

Voilà pourquoi ces derniers mois, dans les universités chinoises, on a bataillé contre la nouvelle thèse de Teng Siao-ping préconisant d'admettre directement les lycéens dans les facultés de Sciences. Autant dire trier sur le volet une « élite scientifique bourgeoise ». Ce projet a échoué.

OBJECTIF : FORMER LA RELEVÉ

Autre critique de la ligne bourgeoise : « On ne parle pas de culture, la pratique,